

**La République économique de Constantin Pecqueur :
De l'expérience de la Commission du Luxembourg au
« Salut du Peuple. Journal de la Science Sociale (déc. 1849-mai 1850) »**

Vincent Bourdeau, MCF en philosophie, E.A. 2274, *Logiques de l'agir* (Université de Franche-Comté)

Résumé :

Dans cette intervention, j'aimerais présenter l'activité de publiciste de Constantin Pecqueur, en particulier le rôle du journal Le Salut du Peuple. Journal de la science sociale (Décembre 1849 – Mai 1850) de nature à éclairer selon moi le contenu économique et social que Pecqueur voulait donner à la république. L'ouvrage le plus connu, et souvent le plus cité de Pecqueur, sa Théorie Nouvelle d'économie sociale et politique ou études sur l'organisation des sociétés (1842), manifestait déjà qu'un régime politique ne pouvait se passer d'une nouvelle théorie du social et de son organisation, mais c'est le rôle très actif de Pecqueur dans la Commission du Gouvernement pour les Travailleurs, dite Commission du Luxembourg, qui permet de cerner quelles étaient les ambitions pratiques et économiques qu'il nourrissait à l'égard du régime républicain. L'hypothèse que nous chercherons à vérifier est la suivante : après une période d'activité théorique intense, Pecqueur devient, au sein de la Commission du Luxembourg, un praticien de l'économie républicaine. Créée par décret le 28 février 1848, la Commission du Gouvernement pour les Travailleurs, qui siège au Luxembourg, est installée au Palais du Luxembourg le 1^{er} mars. Va suivre alors un véritable travail de délibération et de production de nouvelles règles et institutions pour organiser l'activité économique, et ce dans le but de réaliser la république sociale. Cette expérience, accompagnée de succès, mais surtout de difficultés et d'échecs, n'a pas manqué de nourrir la réflexion de Pecqueur, en particulier à partir du moment où la Commission est destituée le 16 mai 1848 (même si le comité des délégués du Luxembourg est toujours actif bien après cette date). Le journal qu'il crée en décembre 1849, dont la Gustav Gimmon Collection of French Political Economy conserve un jeu d'exemplaires, permet de mesurer l'évolution de la pensée économique et républicaine de Constantin Pecqueur. Comme l'indique Pecqueur dans l'Introduction au premier numéro, Le Salut du Peuple. Journal de la science sociale est animé de la « constante préoccupation [...] de mener de front l'idéal et le réel, la théorie et la pratique, la science et l'application, la critique et l'organisation. » C'est cette science de l'organisation républicaine de la société que nous aimerions dégager de la lecture de ce journal, en la rapportant aux dimensions pratiques de l'économie républicaine mises en œuvre par la Commission du Luxembourg, dont Pecqueur fut un acteur majeur.

Introduction

« [d]eux grandes déceptions : la déception causée par l'industrialisme, en économie politique ; la déception causée par la théorie abstraite de la souveraineté du peuple, en politique », H. Michel, *L'idée de l'Etat*, Paris, Hachette, 1896, p.260.

« On ne fait pas une religion avec de l'économie industrielle, fût-elle érigée en dogme et imposée par l'autorité d'une hiérarchie toute catholique. Le fond manquait, c'est-à-dire une morale et une métaphysique », É. Vacherot, « L'esprit du 19^e siècle », *L'Avenir*, n°4, Dimanche 27 mai 1855, p. 26.

D'abord je tiens à remercier les organisateurs de ce colloque d'avoir invité une partie de l'équipe de recherches ANR Utopies19, et de nous donner ainsi l'occasion de présenter les premiers résultats de nos recherches. Utopies19, pour « Une tradition oubliée, les premiers intellectuels et expérimentateurs socialistes au 19^{ème} siècle », c'est un programme de recherches qui vise à mettre entre parenthèses une lecture téléologique du socialisme, qui considère que le socialisme, d'abord pluriel, aurait pu s'unifier, par élagages successifs de ses éléments incongrus, et atteindre une forme de rigueur scientifique, soit sous la forme d'un socialisme scientifique, celui de Marx et Engels, soit sous la forme de disciplines universitaires institutionnalisées, notamment la sociologie durkheimienne, débarrassée du fatras semi-religieux ou mystique qui le caractérisait. Dire cela ne veut pas dire pour autant que nous cherchons à livrer une version militante de ce socialisme pré-marxiste pour en faire soit un socialisme plus abouti que toutes les versions qui lui ont succédé, soit pour en faire une science sociale qui n'aurait rien à envier aux sciences instituées, homogénéisées, conformes à un certain nombre de règles de fonctionnement universitaires, telles qu'elles se donnent à lire sous la Troisième République (congrès, revues avec comité éditorial, chaires universitaires, etc.). Il s'agit plus modestement de montrer qu'à un moment de notre histoire, dans une certaine configuration sociale et politique, s'est mise en place une série de mouvements sociaux, portés par des discours sur la société et par des pratiques sociales, dont l'objectif était de transformer les bases mêmes de l'ordre social existant. Ce projet de recherches collectif s'est donné comme ambition de lire le socialisme non pas seulement comme un discours balbutiant, mal défini, dont le destin aurait été d'avoir été repris, précisé et corrigé par les sciences sociales institutionnalisées sous la Troisième République ou par le socialisme scientifique de Marx et Engels, mais plutôt comme un discours qui précisément s'est nourri de différents régimes de savoir, plus ou moins établis, que l'on pourrait référer aux sciences de l'homme ou aux sciences sociales du premier 19^{ème} Siècle. Contrairement à la lecture durkheimienne qui fait de la sociologie la reprise raisonnée et ordonnée d'un socialisme brouillon ou la lecture marxiste qui relègue tout ce qui a précédé Marx du côté de l'utopie, nous aimerions suggérer que le socialisme pré-marxiste fut, à sa façon, une

reprise raisonnée et ordonnée d'un certain nombre de discours qu'il s'agit donc de repérer, et surtout d'associer à des usages pour le moins variés dont ils ont pu faire l'objet à cette période. Ce n'est évidemment pas une recherche qui entend explorer un territoire complètement vierge, et la seule présence à ce colloque de nombreux collègues qui ont labouré ces terrains suffirait à le montrer.

C'est dans cette perspective que je voudrais situer aujourd'hui ma réflexion sur l'usage de la forme « journal » par l'un de ces socialistes, Constantin Pecqueur. J'aimerais dans un premier temps expliquer les raisons qui m'ont conduit à me focaliser sur Constantin Pecqueur (outre la présence dans la *Gimmon Collection* d'une série complète du journal dont il faut le fondateur : *Le Salut du Peuple*). Je vois trois raisons qui permettent de justifier un intérêt pour Pecqueur dans le cadre de ce colloque :

- 1- D'abord son inscription de plus en plus affirmée au sein d'une nébuleuse que l'on peut caractériser comme socialiste républicaine. Pecqueur nous permet ainsi de dégager les contours d'une variante importante du socialisme des années 1830/50.
- 2- Ensuite, ayant participé depuis *Le Globe* des années 1830-31 jusqu'à *La Réforme* et ayant fini par créer lui-même son propre journal en 1849-50, Pecqueur illustre non seulement cette effervescence des journaux à partir des années 1830, mais aussi ce qui me semble être la spécificité des journaux républicains et socialistes, à savoir leur intérêt pour la question sociale. Ceci est connu, je ne ferai que le rappeler.
- 3- Enfin, ce qui me paraît plus nouveau dans l'abondante littérature sur la question, il me semble que Pecqueur permet de cerner la fonction que ces acteurs socialistes et républicains assignaient aux journaux. Mon hypothèse est qu'ils voyaient dans ce nouveau medium non seulement un outil de diffusion de leurs idées, mais aussi un moyen d'éducation à la citoyenneté économique. Pecqueur qui insiste particulièrement sur cette dimension, éclaire la manière dont une forme nouvelle (le journal) se confond avec le projet d'installer les idéaux républicains non seulement dans les institutions politiques, mais aussi dans le fonctionnement même de la société. Le journal est ainsi le vecteur d'une socialisation des idéaux républicains.

1. Le républicanisme et la question sociale : le débat historiographique

a. Comment écrire l'histoire de la pensée sociale républicaine ?

En 1896, un disciple de Renouvier, H. Michel, suggère dans *L'idée de l'État* que les deux grandes questions demeurées dans l'attente d'une réponse après l'échec de 1848 relevaient, d'une part, d'une théorie politique qui n'avait pas su introduire la démocratie dans les mœurs, et, d'autre part, d'une théorie économique qui avait rétréci son objet au point de ne plus pouvoir offrir à l'industrialisme un horizon moral. Il retrouvait ainsi le leitmotiv des républicains du

Second Empire que révélait É. Vacherot en 1855 dans un article de l'éphémère revue républicaine *L'Avenir*. Professeur de philosophie, exclu de l'université pour avoir refusé de prêter serment à l'Empereur, É. Vacherot exprimait alors le sentiment qui animait une partie des républicains du Second Empire (cette partie attachée à un idéalisme critique emprunté à Kant) lorsqu'il affirmait à propos du saint-simonisme qu'il lui manquait « une morale et une métaphysique ». Dans cette critique du saint-simonisme pointe aussi les déceptions qui ont suivi les ratages de 1848. Les années du Second Empire, loin d'avoir été « silencieuses »¹, ont été le creuset d'un idéalisme républicain néo-critique qui dominera dans une partie importante du champ de la philosophie française au début de la Troisième République². Mais à la différence de l'évolution du républicanisme sous la Troisième République, le républicanisme du Second Empire reste attaché à une réflexion sur les modalités d'application des idéaux républicains dans la sphère économique, notamment en poursuivant une critique du salariat qui remonte précisément aux années 1830³. C'est en effet à cette période que l'on trouve en particulier autour du journal *La Réforme* la formulation la plus diffusée d'une économie républicaine dont les principales caractéristiques sont : l'attachement à la propriété privée des moyens de production, comme gage du contrôle du travailleur sur son travail, la critique des relations hiérarchiques au sein de l'univers économique, le souci de trouver des formes coopératives, plutôt que concurrentielles, dans l'organisation de la production.

G. Weill, dans son *Histoire du parti républicain en France*, en 1900, précisément à une période où la République cherche à définir un programme économique, prend pour fil conducteur de son enquête l'aspect économique et social de l'idéal républicain. Weil partage, en cette fin du 19^{ème} siècle, le constat formulé quelques années plus tôt par Henry Michel dans *L'idée de l'Etat*, où il évoquait « la déception causée par l'industrialisme, en économie politique », déception que redoublait la « déception causée par la théorie abstraite de la souveraineté du peuple, en politique », comme signalé plus haut. L'économie politique républicaine est une

¹ Voir : Georges Weill, *Histoire du parti républicain en France 1814-1870*, Paris-Genève, Slatkine, Coll. Ressources, 1980 (réimpression de l'édition révisée de 1928, première édition 1900), en particulier : « chapitre XII. Les années de silence », p. 305 et suivantes. Pour un traitement plus récent des répressions dont ont été victimes les républicains, voir : John Merriman, *The Agony of the Republic : The Repression of the Left in Revolutionary France, 1848-1851*, New Haven & London, Yale University Press, 1978. En particulier « Chap. 5. Social Control : The Purge », pp. 106-37.

² J.-L. Fabiani, *Les philosophes de la République*, Paris, Minuit, 1988.

³ On se référera, contre l'image du purgatoire impérial, notamment à : Georges Weill, *Histoire du parti républicain*, *op. cit.* ; Iouda Tchernoff, *Le parti républicain au coup d'État et sous le Second Empire*, Paris, Pedone, 1906 ; enfin beaucoup plus récemment, à : Sudhir Hazareesingh, *Intellectual Founders of the Republic, Five Studies in Nineteenth-Century French Republican Political Thought*, Oxford University Press, 2002 ; Ph. Nord, *The Republican Moment, Struggles for Democracy in Nineteenth-Century France*, Harvard University Press, 1998 ; du même, « Republicanism and Utopian Vision : French Freemasonry in the 1860s and 1870s », *Journal of Modern History*, 63 (June 1991), p. 213-229 ; Patrice Decormeille, « La philosophie politique républicaine sous le Second Empire », in Léo Hamon (dir.), *Les républicains sous le Second Empire*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme/ *Les entretiens d'Auxerre*, 1994, p. 111-132.

tentative de répondre à ces deux travers dans lesquels les républicains sont parfois tombés aux yeux de ceux qui ont combattu pour une république *sociale* en 1848 : une vision abstraite de la citoyenneté, un abandon des activités économiques au jeu purement privé des relations interindividuelles. En cette fin de siècle, il s'agit de montrer qu'un tel programme a bel et bien fait partie du corps doctrinal – et des pratiques qui en étaient issues – républicain et qu'il s'agit donc de le réintégrer. On assiste ainsi à la réhabilitation d'un certain nombre de socialistes républicains quarante-huitards qui avaient connu l'exil et l'ostracisme du régime impérial, mais aussi une forme d'occultation dans les débuts de la Troisième République. G. Weill participe au premier chef à ce travail de réhabilitation. Ainsi dans son chapitre V qui décrit les ressorts de la pensée républicaine des années 1830, G. Weill cite l'importante introduction de Dupont au premier numéro de la *Revue républicaine* : « faire prédominer la question de forme politique, écrit Dupont, ne serait pas d'un esprit droit ; la question sociale est en première ligne »⁴.

Le républicanisme de Dupont ne se focalise donc pas seulement sur la forme du régime républicain – la fameuse « question de forme politique » – il cherche à apporter une réponse, dans ses propres termes, à la question sociale. G. Weill évoque ainsi les articles *Des salaires* de Dupont, ceux sur la journée de travail à 12h, sur la fixation d'un salaire minimum, rappelant que, pour Dupont, qui prête sa voix aux républicains, l'enjeu est de « conserver tous les avantages de la libre concurrence qui sont compatibles avec l'existence des prolétaires »⁵. G. Weill ajoute qu'« à son exemple tous les rédacteurs adoptèrent le point de vue social »⁶. La tradition revendiquée par Dupont pour emporter la conviction mêle Turgot et Condorcet, mais aussi les radicaux anglais comme Price ou Priestley. *Le Réformateur*, autre publication républicaine de la période pré-quarante-huitarde, entend lui aussi promouvoir la réforme dans tous les domaines. Non seulement dans l'éducation, le droit, la morale ou la politique, qui seront les monuments de la Troisième République, mais aussi dans le commerce. L'idéal républicain était celui d'une réforme sociale autant que politique.

Rejetant l'étiquette « socialiste » qui sert alors à disqualifier les positions anti-individualistes, la « jeune Démocratie », aile gauche du « parti » républicain, dénonce la distance trop grande du *National*, le journal de Carrel puis d'Armand Marrast, par rapport aux questions économiques et sociales dans les années 1840. Mais d'autres journaux républicains, *La Réforme* notamment, mêlent républicanisme et socialisme, ce dernier étant parfois décrit comme l'application au champ économique et social des idéaux républicains. Les grands débats

⁴ Cité in : George Weill, *Histoire du parti républicain*, op. cit., p. 109. Jacques Dupont dit Dupont de Bressac, est né à Paris le 7 février 1803, avocat et journaliste, il est rédacteur au *Courier Français*, et signataire de la « protestation des journalistes parisiens » du 26-27 juillet 1830. Plusieurs fois suspendu pour ses plaidoiries républicaines, il fonde la *Revue républicaine* en 1834, et sera proscrit après le coup d'État du 2 décembre 1851.

⁵ Cité in : George Weill, *Histoire du parti républicain*, op. cit., p. 111.

⁶ *Ibid.*

républicains de la période, qui peuvent d'ailleurs parfois diviser le mouvement lui-même, sont aussi des débats d'ordre économique ou social, comme celui sur la question du libre-échange où la position du *National* – réclamant un protectionnisme temporaire et conjoncturel, contre sa ligne éditoriale fondamentalement libre-échangiste – est à l'opposé de celle de la *Réforme* d'emblée et continûment libre-échangiste. En 1842, la lutte des républicains contre la concession des Chemins de Fer à des groupes de notables financiers met ainsi en avant le thème de la démocratie véritable contre l'aristocratie de l'argent ; en 1846, les grandes questions sont celles du libre-échange, des travaux publics (État ou Compagnies ?), de l'enseignement, cette dernière question redouble bien souvent celle de la liberté de conscience et de la séparation des pouvoirs temporels et spirituels. On le voit, dans cette série rappelée par Weill comme Tchernoff les questions économiques figurent sur le même plan que les questions laissées dans l'ombre par une historiographie plus tardive qui retiendra essentiellement les luttes politiques, la promotion de l'École et de la laïcité comme seules constitutives du cœur de la doctrine républicaine⁷. Cette lecture se comprendrait si la Troisième République n'avait en effet été occupée qu'à ériger l'École républicaine, ou à réaliser l'idéal laïc, les travaux des historiens se donnant alors pour fonction légitime de chercher les origines et les sources de ces accomplissements. Mais, l'œuvre de la Troisième République dans le domaine économique et social, parfois en contradiction avec l'idéal économique des républicains défendu sous le Second Empire, reprenant en l'amendant un idéal plutôt associé à 1848, est peut-être aussi la raison de cette histoire effacée, ou au moins plus discrète, histoire plus soucieuse de mettre en avant les points de continuités entre la doctrine et les réalisations que les jeux de frictions du républicanisme. On passerait ainsi directement de l'échec de 1848, aux réalisations de la Troisième République, sans revenir sur les possibles non advenus qui se nichaient dans cette période en points de suspension qu'aurait été le Second Empire, période pendant laquelle certains républicains (notamment ceux qui avaient été de l'aventure de la *Réforme*, puis du gouvernement provisoire en 1848 et de l'expérience du Luxembourg, comme Louis Blanc, Vidal ou Pecqueur) cherchaient moins à rejeter les tentatives du passé qu'à les comprendre, à les amender au besoin mais pour pouvoir mieux espérer voir advenir leur réalisation. Pecqueur dans le *Salut du Peuple* sera tout à fait dans cette ligne. Ainsi si la question de réalisations économiques de la République, celle des expériences sociales qui ne répondraient pas directement à l'émergence de l'État social ou providence (celui dont on cherchera à cerner les origines dans la Troisième République au lendemain de la seconde guerre mondiale précisément) sont passées sous silence par une république qui cherche à s'enraciner

⁷ Les travaux qui font de la question scolaire la colonne vertébrale de la République épuisent toute tentative de bibliographie exhaustive ; citons parmi les ouvrages les plus importants : Mona Ozouf, *L'École, l'Église et la République : 1871-1914*, Paris, Seuil, 1992 (1963), de la même *L'école de la France : essais sur la Révolution, l'Utopie et l'enseignement*, Paris, Gallimard, 1984 ; François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996 ; Jacques Ozouf (présentation), *Nous les maîtres d'école, autobiographies d'instituteurs de la Belle Époque*, Paris, Julliard, 1964.

pragmatiquement dans la société française traumatisée par l'expérience de la Commune, elles sont en revanche à la fin du siècle revisitées par les socialistes républicains qui gravitent autour de la *Revue Socialiste*⁸.

Dans la version victorieuse de cette histoire, l'économie de la République connaît une progression linéaire : les errances de la révolution de février 1848, au moins jusqu'en juin, incarneraient le rêve impossible d'une « République appliquée », que Ledru-Rollin évoquait encore lors du débat sur le Droit au travail⁹. En 1848, un ensemble d'institutions économiques furent en effet pensées et élaborées, dont la plus célèbre, mais aussi dès son instauration la plus contestée, fut les Ateliers Nationaux. Cette économie appliquée de la République, aux yeux de ses détracteurs, est à l'image de l'idéal d'une république « une et indivisible », du nom que lui donnaient ses plus fervents partisans¹⁰ : elle reposerait sur la seule figure d'un État centralisé et organisateur, largement impliqué dans l'action économique elle-même. L'échec de ce modèle de République économique aurait pour longtemps refroidi les ardeurs républicaines sur ce terrain, avant que le modèle d'un État social assurant d'un côté la promotion scolaire et de l'autre l'assistance, ne l'emporte. Telle est du moins la version officielle, et sans doute cette version a-t-elle du vrai. La coupure de la Commune joue un rôle qu'il convient de ne pas négliger lorsqu'on s'intéresse au rapport des républicains de la Troisième République à la question sociale et aux questions économiques en général. Cet événement marque en effet le début d'une ère de méfiance généralisée à l'égard de toutes les initiatives spontanées et venant d'« en bas », mais aussi à l'égard d'un État qui se ferait acteur économique lui-même¹¹. Ces atermoiements de l'histoire de l'économie politique républicaine comme de la république économique rappelés, il convient de reprendre le dossier, en insistant sur ce qui a été plus occulté : c'est-à-dire l'histoire de ceux qui n'ont pas pris en marche le train du renoncement. Moins immédiatement attachés à l'émergence de la Troisième République, ces acteurs, souvent un peu plus âgés et déjà au centre

⁸ Sur ce sujet, et ses oublis historiographiques, voir : Christian Topalov (dir.), *Le laboratoire du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, E.H.E.S.S., 1999 ; pour une version qui entérine l'abandon d'un idéal de prise en charge civique de la question sociale, voir : F. Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986.

⁹ Cf. M. Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la république*, Paris, Seuil, 1972. M. Agulhon tire de l'opposition entre février 1848 et juin 1848 deux modèles républicains dont la tension travaille toujours, selon lui, notre modernité politique : un modèle politique et un autre plus social.

¹⁰ G. Weill relate ainsi l'épisode de l'annonce de la Révolution de Février aux républicains historiques (Barbès, Bernard, Blanqui, Huber, etc.) enfermés en prison. Le directeur de la prison annonçant à Martin Bernard les événements de février, ce dernier les répercute alentour en s'écriant « C'est l'Une et Indivisible qui est arrivée », cité in G. Weill, *Histoire du parti républicain en France*, *op. cit.*, p. 137.

¹¹ La tradition française d'histoire sociale a insisté sur la coupure de l'univers républicain avec le monde ouvrier urbain, et peut être aussi dans une certaine mesure avec les questions sociales, causée par l'épisode de la Commune, voir en particulier : « Actes du colloque universitaire pour la commémoration du centenaire de la Commune de 1871 tenu à Paris les 21, 22 et 23 mai 1971 », in *Le mouvement social*, Avril-Juin 1972, n°79. En particulier : « Mil huit cent soixante dix », par Rémi Gossez. Le radicalisme apparaît alors soit comme une « ligne de repli » (Moissonnier) confirmant la thèse du reflux des républicains sur les questions sociales, soit comme une propédeutique au socialisme (Labrousse).

de la Révolution de 1848, révèlent dans leurs discours comme dans leurs pratiques, une autre version de l'économie républicaine, plus attachée à la question du pouvoir et des dominations au sein de l'activité économique et de la maîtrise par les travailleurs eux-mêmes de leurs instruments de travail. La version d'équilibre – un contrepoids syndical, des droits sociaux en apparence étendus sous la forme d'un droit du travail – mise en place par la Troisième République ne répond pas aux attentes qui étaient exprimées par cette autre économie politique de la République¹².

b. Pourquoi Pecqueur ?

Pourquoi s'intéresser à Pecqueur ? Une raison importante tient au fait que Pecqueur permet de brouiller des catégories et des oppositions qui paraissent trop superficielles, ou du moins qui le deviennent si l'on se contente de les figer en catégories inscrites dans le ciel des idées (politiques). Ces catégories sont des catégories qui ont pu être utilisées par les historiens du républicanisme atlantique du 18^{ème} siècle, par exemple John Pocock, pour montrer comment des groupes sociaux et politiques antagonistes avaient pu avoir recours et construire des langages politiques distincts pour se démarquer les uns des autres, le langage républicain d'un côté, et le langage de l'économie politique de l'autre. Dans le corpus de la philosophie politique, on pourrait penser que ces discours, détachés des acteurs qui les portent et des intentions qui étaient les leurs, constituent des systèmes cohérents de représentation et d'organisation du social. Sur un versant normatif, nous aurions donc à choisir entre, comme le disent I. Hont et M. Ignatieff, la « vertu civique » et la « justice sociale ». J'ai exposé plus longuement ce cadre conceptuel, qui donne de bonnes raisons selon moi de s'intéresser à la trajectoire de Pecqueur, lors de précédentes interventions notamment lors du Colloque « Pecqueur », organisé par Ludovic Frobert à Lyon au début du mois de septembre 2013 aussi je n'en dirais pas tellement plus aujourd'hui¹³. Je dirais seulement que Pecqueur révèle à quel point ces catégories sont revisitées dans les années 1830 en France. Si l'on a tendance en effet à voir dans le socialisme la continuation de l'économie politique, mobilisant bien plus le registre de la justice sociale que celui de la vertu civique, Pecqueur nous permet de comprendre que le socialisme fut aussi, dans certaines de ses variantes, républicain : au sens où il cherche, avec d'autres, à insérer le langage de la vertu civique, et plus généralement les schèmes présents dans le républicanisme, au sein

¹² Sur ce thème, voir l'article essentiel d'Alain Cottureau, « Droit et bon droit. Un droit des ouvriers instauré puis évincé par le droit du travail. France 19^{ème} siècle », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2002/6, 57^{ème} année, pp. 1521-1557.

¹³ Je viens par ailleurs de rappeler comment l'histoire politique de la France du 19^{ème} siècle et de l'installation de la Troisième République en particulier, explique en partie la fixation de ces catégories.

du discours économique, c'est-à-dire dans le discours qui entend décrire le fonctionnement de l'économie elle-même.

Je partirai d'un premier élément pour caractériser Pecqueur républicain : « Vive la République ! ». Ce petit mot, tremblé, c'est celui qu'envoie Constantin Pecqueur depuis Paris, le jour même des premières barricades, le 22 février 1848, à son frère Eugène, demeuré à Lille. Pecqueur républicain donc, et plutôt de la veille. Mais dans le même temps, Pecqueur est certainement vu, aux côtés de Louis Blanc, dont il est le secrétaire particulier à la Commission du Luxembourg, et se perçoit comme un socialiste. Il fut en effet avec Vidal le grand coordinateur de la pensée du Luxembourg, et l'architecte de la mise en œuvre des mesures sociales portées par la Commission qui ont donné sa coloration particulière, sociale, à la deuxième république entre février et juin 1848. Cet interventionnisme du Luxembourg a été préparé de plus longue date à travers les projets républicains et socialistes diffusés par la presse socialiste dans les années 1830/1848 : et c'est vers eux, comme on l'a noté, que se tournent les historiens du « parti » républicain lorsqu'il s'agit de mettre l'accent sur la dimension sociale du républicanisme. Pecqueur publiciste permet de comprendre comment s'est construite cette réunion des idéaux civiques républicains et de l'ambition de produire une société juste¹⁴. C'est ce que je vais m'attacher à présenter aujourd'hui, en deux étapes : d'abord, première étape, la manière dont les journaux républicains se donnent (au moins pour certains d'entre eux), une ambition de « représentation » des intérêts économiques et sociaux du Peuple, et ce dès les années 1830, en réalité, dès l'épisode des révoltes ouvrières de Lyon, c'est ainsi que dans le journal *Le Globe*, le premier où Pecqueur écrit, ce dernier établit un « criterium de certitude » qu'il entend diffuser pour permettre à tout un chacun d'évaluer la portée (positive ou négative) de toute mesure sociale ou politique. Je montrerai ensuite, comment cette question de l'inscription politique de l'économie politique populaire est thématifiée dans le journal de Pecqueur, pendant la Révolution de 1848, *Le Salut du Peuple*. Je conclurai en essayant de dégager à partir de la théorie de Pecqueur des fonctions sociales et de son activité de publiciste, le rôle que les socialistes républicains assignaient à la forme journal.

¹⁴ Sur ces sujets, on ne peut manquer de consulter les articles de Ludovic Frobert qui proposent un panorama complet de la trajectoire de Constantin Pecqueur : « Economie politique et socialisme républicain. Constantin Pecqueur (1807-1887) », à paraître et « Qu'est-ce qu'une société juste ? La réponse des Socialistes Fraternelles autour de 1848 (Louis Blanc, Constantin Pecqueur, François Vidal) », à paraître.